

Informations aux bénéficiaires de pensions

1. Indexation

2022 est marquée par de fortes pertes sur les marchés

L'année 2022 a connu l'une des pires performances du siècle passé sur les marchés. Cette crise se caractérise par une inflation mondiale persistante, une forte hausse des taux d'intérêts et la crise énergétique induite par la guerre en Ukraine.

Comme toutes les autres caisses de pension, la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF) affiche une forte perte. Elle est estimée à environ 360 millions de francs, soit - 6%. La perte moyenne du secteur est de -10%, mais les placements immobiliers permettent à la CPPEF de la limiter. En revanche, les réserves ont fondu en raison de la contre-performance sur les marchés. La Caisse se trouve en conséquence en sous-couverture par rapport au chemin légal, à 78% au lieu des 80% requis.

Des pensions inchangées

La CPPEF est en situation d'insuffisance de couverture au 31 décembre 2022. Cette insuffisance de couverture ne devrait être que temporaire, elle ne remet pas en question la sécurité des pensions versées. Dans ces conditions, le Comité a décidé de maintenir les pensions inchangées en 2023, respectivement de renoncer à leur indexation. Il constate que la Caisse n'a pas les moyens de financer une telle indexation, en dépit du renchérissement observé.

Sans l'apport des marchés et sans les réserves, une indexation des pensions devrait être financée par les personnes assurées actives. Or, les employé-e-s de l'Etat auront des conditions de pension clairement inférieures aux conditions actuelles des retraité-e-s. Ils et elles portent l'ensemble des efforts induits par la réforme du régime de pensions entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Le Comité a jugé qu'une indexation des pensions des personnes retraitées serait inéquitable pour les personnes actives.

Historique de l'indexation

Le Comité a mené une analyse approfondie de l'historique de l'indexation. Entre 2000 et 2011, les pensions ont été adaptées systématiquement au renchérissement. Entre 2012 et 2021, les retraité-e-s ont bénéficié de la tendance déflationniste, avec des pensions inchangées, mais des prix et des taux d'intérêts hypothécaires bas. Sur l'ensemble de la période sous revue, les conditions de retraite sont favorables, selon le Comité. Il continuera néanmoins de suivre l'évolution de la situation dans les mois à venir. Compte tenu de la hausse des taux et si l'inflation reste maîtrisée, une tendance haussière est attendue sur les marchés.

Gouvernance

La réforme du régime de pensions adoptée par le peuple fribourgeois est entrée en vigueur en 2022. Elle impose aux personnes actives des conditions de retraite moins favorables qu'auparavant. Au surplus, la réforme introduit une nouvelle gouvernance de la CPPEF et une plus grande autonomie vis-à-vis de l'Etat. Ainsi, le Comité doit se prononcer chaque année sur le niveau des pensions et leur indexation. Il n'y a plus d'automatisme avec les décisions prises par l'Etat en matière salariale. La question de l'indexation fera donc l'objet d'une nouvelle décision en janvier de chaque année.

Durabilité

La CPPEF s'engage pour accompagner la transition énergétique de notre économie et de notre société. Elle s'est fixé des objectifs tant au niveau des placements financiers que des investissements dans l'immobilier. Son objectif est de se désengager progressivement des énergies fossiles et d'améliorer son bilan d'émission de gaz à effet de serre (GES), conformément à l'Accord de Paris de 2015.

Concrètement, la CPPEF va transitionner l'ensemble de ses placements financiers d'ici à la fin de l'année 2023 pour qu'ils répondent à ses objectifs, définis dans une charte d'investissement responsable. L'idée est d'investir à l'avenir uniquement en faveur des entreprises qui s'engagent de façon crédible et responsable dans la transition énergétique. S'agissant de l'immobilier, la CPPEF consacrerait 150 millions de francs dans les cinq prochaines années pour l'assainissement énergétique de son parc. Au-delà de l'amélioration du bilan énergétique, l'objectif est de maintenir la valeur des immeubles.

2. Attestation fiscale

Vous trouverez en annexe l'attestation fiscale relative à l'année 2022 ainsi qu'en page 5 les dates de paiement des pensions pour 2023.

3. Pension d'enfant de personne retraitée

Pour les personnes parties en retraite jusqu'au 31 décembre 2021 (primauté des prestations)

La pension d'enfant de personne retraitée est versée dès que la personne assurée touche une pension entière de retraite, mais au plus tôt dès le mois qui suit l'âge de 62 ans révolus. Le montant correspond, par an et par enfant, à 10% de la pension de retraite, mais au minimum à CHF 3'000.00 et au maximum à CHF 6'000.00.

Pour les personnes parties en retraite à compter de 2022 (primauté des cotisations)

La pension d'enfant de personne retraitée est versée dès que la personne assurée touche une pension de retraite, partielle ou entière. Le montant correspond, par an et par enfant, à 20% de la pension de retraite.

La pension est versée dans tous les cas jusqu'à l'âge de 18 ans révolus. Le droit subsiste jusqu'à l'âge de 25 ans révolus au plus, tant que l'enfant est en formation ou tant que, invalide à raison de 70% au moins, il n'est pas encore capable d'exercer une activité lucrative.

Si vous remplissez ces conditions et que vous ne bénéficiez pas d'une pension pour votre (vos) enfant(s), il y a lieu de nous faire parvenir une copie du livret de famille (pages relatives aux parents et aux enfants) ou de l'acte de naissance du/des enfant(s) ainsi que, si l'enfant a plus de 18 ans révolus, les justificatifs de formation. La pension d'enfant est versée sur le compte de la personne retraitée.

4. Plan de prévoyance en vigueur dès 2022 – suppression du capital-décès

Pour mémoire il n'y a plus de capital versé lors du décès d'une personne retraitée, mais les pensions de personne conjointe ou partenaire enregistrée survivante et d'enfant orphelin demeurent.

5. Changement d'adresse, de coordonnées de paiement ou d'état civil

Afin que nos données soient à jour vous devez nous communiquer sans délai vos changements d'adresse, de coordonnées bancaires/postales ou d'état civil. Pour ce faire il y a lieu de compléter le formulaire que vous trouvez sur notre site internet : <https://www.fr.ch/document/473111>

Nos prestations peuvent être versées à l'étranger, les éventuels frais en découlant étant à votre charge. A noter qu'elles peuvent, selon les conventions de double imposition en vigueur, être soumises à l'impôt à la source de 10%.

Informationen für Bezügerinnen und Bezüger einer Pension

1. Indexierung

2022 ist von starken Verlusten auf den Märkten geprägt

Das Jahr 2022 brachte eine der schlechtesten Marktentwicklungen der letzten hundert Jahre mit sich. Die Krise war gekennzeichnet durch eine anhaltende weltweite Inflation, einen starken Anstieg der Zinssätze und die durch den Krieg in der Ukraine ausgelöste Energiekrise.

Wie alle anderen Pensionskassen weist auch die PKSPF einen hohen Verlust aus. Er wird auf rund 360 Millionen Franken geschätzt, was -6% entspricht. Der durchschnittliche Verlust in der Branche liegt bei -10%, doch dank der Immobilienanlagen konnte die PKSPF den Verlust begrenzen. Andererseits sind die Reserven aufgrund der schlechten Performance an den Märkten geschmolzen. Die Kasse befindet sich deswegen mit einem Deckungsgrad von 78% statt der vom gesetzlichen Pfad geforderten 80% in einer Unterdeckung.

Die Pensionen bleiben unverändert

Die PKSPF befindet sich am 31. Dezember 2022 in einer Unterdeckung. Diese Unterdeckung sollte nur vorübergehend sein und stellt die Sicherheit der Pensionszahlungen nicht in Frage. Unter diesen Umständen hat der Vorstand beschlossen, die Pensionen im Jahr 2023 unverändert beizubehalten, das heisst auf ihre Indexierung zu verzichten. Er stellt fest, dass die Kasse ungeachtet der beobachteten Teuerung nicht über die Mittel verfügt, um eine solche Indexierung zu finanzieren.

Ohne den Beitrag der Finanzmärkte und ohne Reserven müsste eine Indexierung der Pensionen von den aktiven versicherten Personen finanziert werden. Die Staatsangestellten werden jedoch bei ihrer Pensionierung Bedingungen haben, die deutlich schlechter als die Bedingungen für die aktuellen Bezügerinnen und Bezüger einer Pension sein werden. Sie tragen die gesamten Konsequenzen, die mit der am 1. Januar 2022 in Kraft getretenen Reform des Pensionsplans verbunden sind. Der Vorstand ist der Ansicht, dass eine Indexierung der Pensionen gegenüber den Erwerbstätigen unfair wäre.

Verlauf der Indexierungen

Der Vorstand führte eine gründliche Analyse der vergangenen Indexierungen durch. Zwischen 2000 und 2011 wurden die Pensionen systematisch an die Teuerung angepasst. Zwischen 2012 und 2021 profitierten die Bezügerinnen und Bezüger einer Pension vom deflationären Trend, wobei die Pensionen unverändert blieben, die Preise und Hypothekarzinsen jedoch niedrig waren. Über den gesamten untersuchten Zeitraum hinweg gesehen sind die Bedingungen für die bereits Pensionierten nach Ansicht des Vorstands günstig. Dennoch wird er die Entwicklungen in den kommenden Monaten weiter beobachten. Angesichts der steigenden Zinsen wird, sofern die Inflation unter Kontrolle bleibt, ein Aufwärtstrend an den Märkten erwartet.

Governance

Die vom Freiburger Volk angenommene Reform des Pensionsplans trat 2022 in Kraft. Sie hat für die Erwerbstätigen weniger günstige Bedingungen für deren Pensionierung als bisher zur Folge. Im Übrigen führte die Reform zu einer neuen Governance der PKSPF und einer grösseren Autonomie gegenüber dem Staat. So muss der Vorstand jedes Jahr über die Höhe der Pensionen und deren Indexierung entscheiden. Es gibt keinen Automatismus mehr mit den Entscheidungen, die der Staat im Bereich der Löhne trifft. Die Frage der Indexierung wird also im Januar jedes Jahres neu entschieden.

Nachhaltigkeit

Die PKSPF setzt sich dafür ein, die Energiewende in unserer Wirtschaft und Gesellschaft zu begleiten. Sie hat sich sowohl bei den Finanzanlagen als auch bei den Investitionen in Immobilien Ziele gesetzt. Ihr Ziel ist es, sich schrittweise von den fossilen Energieträgern zu verabschieden und ihre Bilanz der Treibhausgasemissionen (THG) im Einklang mit dem Pariser Abkommen von 2015 zu verbessern.

Konkret wird die PKSPF bis Ende 2023 alle ihre Finanzanlagen so umstellen, dass sie ihren Zielen entsprechen, die in einer Charta für verantwortungsbewusste Investitionen festgelegt sind. Die Idee ist, künftig nur noch in Unternehmen zu investieren, die sich glaubwürdig und verantwortungsvoll für die Energiewende einsetzen. Was die Immobilien betrifft, so wird die PKSPF in den nächsten fünf Jahren 150 Millionen Franken für die energetische Sanierung ihres Immobilienbestands aufwenden. Neben der Verbesserung der Energiebilanz ist es das Ziel, den Wert der Immobilien zu erhalten.

2. Steuerbestätigung

In der Beilage finden Sie die Steuerbestätigung für 2022 und auf der Seite 5 die Auszahlungsdaten der Pensionen für 2023.

3. Pensionierten-Kinderspension

Für Personen, die bis und mit dem 31. Dezember 2021 in Pension gegangen sind (Leistungsprimat)

Die Pensionierten-Kinderspension wird ausbezahlt, wenn die pensionierte Person eine ganze Alterspension bezieht, frühestens aber vom ersten Monat nach Vollendung des 62. Altersjahres an. Der Betrag entspricht 10% der Alterspension pro Jahr und pro Kind, jedoch mindestens CHF 3'000.00 und höchstens CHF 6'000.00.

Für Personen, die nach dem 1. Januar 2022 in Pension gegangen sind (Beitragsprimat)

Die Pensionierten-Kinderspension wird ausbezahlt, wenn die pensionierte Person eine ganze oder eine Teil-Alterspension bezieht. Der Betrag entspricht 20% der ganzen beziehungsweise der Teil-Alterspension pro Jahr und pro Kind.

Die Pension wird bis zum vollendeten 18. Altersjahr ausbezahlt. Der Anspruch bleibt jedoch längstens bis zur Vollendung des 25. Altersjahres bestehen, wenn das Kind noch in Ausbildung oder wenn es zu mindestens 70% invalid ist und zur Ausübung einer Erwerbstätigkeit noch nicht in der Lage ist.

Wenn Sie diese Bedingungen erfüllen, so schicken Sie uns eine Kopie des Familienbüchleins (Seiten mit den Eltern und den Kindern) oder des Geburtsscheins und – sofern das Kind älter als 18 Jahre ist – die Belege, die eine Ausbildung nachweisen. Die Pensionierten-Kinderspension wird auf das Konto der pensionierten Person bezahlt.

4. Vorsorgeplan in Kraft seit dem 1. Januar 2022 – Aufhebung des Todesfallkapitals

Wir möchten Sie daran erinnern, dass es **beim Tod von Bezüger*innen einer Alterspension kein Todesfallkapital mehr gibt**. Die Bedingungen für die Pensionen für Ehegatten, eingetragene Partner und Waisen bleiben unverändert.

5. Adress-, Konto- und Zivilstandsänderungen

Damit unsere Daten immer aktuell sind, bitten wir Sie, uns Änderungen Ihrer Adresse, Ihres Bankkontos oder Ihres Zivilstands unverzüglich mitzuteilen. Für die Meldung benutzen Sie bitte das entsprechende Formular auf unserer Webseite: <https://www.fr.ch/de/document/473111>

Unsere Leistungen können auch ins Ausland überwiesen werden. Allfällige dafür anfallende Kosten gehen zu Ihren Lasten. Beachten Sie bitte, dass die Leistungen aufgrund von allfälligen Doppelbesteuerungsabkommen einer Quellensteuer von 10% unterliegen können.

Paiement des pensions pour l'année 2023 **Überweisung der Pensionen für das Jahr 2023**

| Mois / Monat | Date de paiement par notre banque / Überweisungsdatum durch unsere Bank |
|-----------------------|--|
| Janvier / Januar | 25.01.2023 |
| Février / Februar | 24.02.2023 |
| Mars / März | 29.03.2023 |
| Avril / April | 26.04.2023 |
| Mai / Mai | 26.05.2023 |
| Juin / Juni | 28.06.2023 |
| Juillet / Juli | 27.07.2023 |
| Août / August | 29.08.2023 |
| Septembre / September | 27.09.2023 |
| Octobre / Oktober | 27.10.2023 |
| Novembre / November | 28.11.2023 |
| Décembre / Dezember | 18.12.2023 |